



LES GRANDS ENJEUX

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PAGES 6-7

LE MONDE SELON HARPER
**LES « MAUVAIS »
ET LES « BONS »
BARBARES**

PAGE 4

MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
MARS 2015 VOLUME 31 NUMÉRO 2
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



FÉMINISME

EN 2015, ON MARCHE ENCORE!

PAGES 8 À 11

MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES 2010. CRÉDIT: TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DU BAS-ST-LAURENT



COMPTEURS INTELLIGENTS : SÉCURITAIRES OU DANGEREUX?

PAGE 3

La TROC est au bout du rouleau



Il existe une telle chose qui s'appelle la Table régionale des organismes communautaires (TROC). C'est une instance qui regroupe 236 organismes œuvrant principalement dans le domaine de la santé et des services sociaux en Mauricie et au Centre-du-Québec. Elle représente environ 1800 salariés qui rejoignent, bon an mal an, au moins cent mille personnes. Parmi elles, on retrouve des gens qui sont aux prises avec des problèmes de violence et de toxicomanie; d'autres qui songent au suicide ou d'autres encore qui sont dans une détresse immense parce qu'un de leurs proches s'est suicidé. Les travailleurs du milieu communautaire interviennent en sécurité alimentaire, en défense des droits ou auprès des personnes qui n'ont de refuge que la rue.

RÉAL BOISVERT

On ne le dit pas toujours, mais on doit à la vérité de rappeler que notre société bien pensante repousse très souvent à la périphérie la grande misère et la souffrance extrême. Trois fois hélas, il y a des centaines d'individus qui crouissent loin du confort des services publics, à l'écart des thérapies de pointe, à bonne distance des centres d'hébergement conventionnés. Il y a dans notre société des êtres humains laissés pour compte à qui seuls les travailleurs de rue tendent la main... dans certains cas pour les conduire sous une cage d'escalier afin d'y passer la nuit... Mais le miracle dans tout ça, c'est qu'en amont, grâce aux efforts d'hommes et de femmes qui œuvrent en prévention de la

criminalité, en insertion à l'emploi, en enseignement des arts auprès des personnes handicapées, qui viennent en aide aux aînés maltraités, aux femmes violentées et aux jeunes en difficulté, oui, grâce à eux, non seulement plusieurs gens en difficulté peuvent éviter le pire, mais encore, plus nombreux sont ceux et celles qui se remettent sur les rails. C'est ainsi que nous tous, nous profitons au final de l'immense potentiel de tout un monde qui sans quoi ne contribuerait pas au développement collectif de notre région.

Tout ce travail s'effectue bien souvent à notre insu. En tout cas, il y a tout un pan de ce qui est fait pour la santé et le mieux-être de la population qui reste

dans l'ombre. N'empêche, contre vent et marée, les intervenants du milieu communautaire ne rechignent pas à l'effort. Ils ont un sens inégalé du devoir. Leur engagement est sans limites.

Soit. Les intervenants communautaires ne sont pas des martyrs. Sauf que ces derniers gagnent en moyenne 15 \$ l'heure et rares sont ceux et celles qui ont les moyens de se payer un régime de retraite. En comparaison, on retrouve dans le secteur communautaire plus de diplômés que dans beaucoup

sous-traitance - et donc à moindres coûts - aux organismes communautaires. La coupe est pleine !

La TROC a le devoir d'agir. Comme le disent ses porte-parole : « On ne peut pas imaginer un système de santé sans les médecins. De même, on ne peut répondre aux besoins sociaux sans l'apport des organismes communautaires ». Un vaste plan d'action est donc en déploiement afin que le gouvernement réponde enfin aux justes revendications du milieu communautaire.

La charge de travail augmente sans cesse parce que les besoins croissent de façon exponentielle. Pendant ce temps, les budgets stagnent.

d'autres secteurs. La charge de travail augmente sans cesse parce que les besoins croissent de façon exponentielle. Pendant ce temps, les budgets stagnent. Des ministres font la sourde oreille et d'autres songent même à délester le réseau de la santé de certaines responsabilités pour les accorder en

Cela ira de la conduite de grandes manifestations populaires en passant par des communications auprès du grand public... jusqu'à l'exercice du droit de grève, si nécessaire. Sur ce dernier point, espérons que les autorités publiques entendront raison avant que nous en arrivions là...

SOMMAIRE

CONTROVERSE :
COMPTEURS INTELLIGENTS
PAGE 3

CLUB DES NEXT
PAGE 3

CHRONIQUE VOIR LE
MONDE... AUTREMENT
PAGE 4

ÉCONOMIE
PAGE 5

HISTOIRE
PAGE 5

GRANDS ENJEUX :
CHANGEMENTS CLIMATIQUES
PAGES 6-7

DOSSIER :
FÉMINISME
PAGES 8 À 11



CRÉDIT: CSN

la gazette
de la Mauricie

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : René Schreiber
Directeur désigné : Jean-Claude Landry
Coordonnatrice : Mariannick Mercure
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret

AMECOQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Site : [Facebook.com/LaGazettedelaMauricie](https://www.facebook.com/LaGazettedelaMauricie)

« S'occuper des plus démunis permet les gains les plus importants pour un système de santé. »



**Jeunes médecins
pour la santé publique
-JMPSP**

 /JMPSP
www.jmpsp.org

SÉCURITAIRES OU DANGEREUX?

Compteurs intelligents

Depuis deux ans, Hydro-Québec s'affaire à renouveler son parc de compteurs analogiques avec des appareils dits « intelligents », capables de transmettre directement les quantités d'électricité consommées à l'aide de radiofréquences. Alors que le déploiement s'achève, les groupes de citoyens qui s'opposent au remplacement de leurs anciens compteurs par ces compteurs de nouvelle génération sont loin de s'essouffler. Parmi leurs principales préoccupations : les risques d'incendie, l'atteinte à la vie privée, les risques pour la santé et les hausses de coûts liées à ces nouveaux appareils. Hydro-Québec, qui nie en bloc les affirmations des regroupements citoyens, se veut au contraire rassurante et affirme que la société d'État fera des économies de plusieurs millions de dollars par année. Ce mois-ci la « chronique controverse » de La Gazette de la Mauricie donne donc la parole à deux porte-parole ayant des vues diamétralement opposées sur l'épineuse question des compteurs intelligents.

MARIANNICK MERCURE



LINDA MACCULLOCH

PORTE-PAROLE DU GROUPE « MAURICIE REFUSE »



Mon vieux compteur analogique? Il est barricadé! Il a été démontré à travers la planète que les compteurs intelligents exposent la population à des dangers pour la santé et je connais personnellement des gens qui sont tombés malades à la suite de l'installation de tels compteurs. Il existe d'ailleurs plusieurs études pour le démontrer, dont celles du Dr Dominic Bellepomme, oncologue, qui soutient que les radiofréquences affectent la barrière hématoencéphalique .

Hydro-Québec nous répond que ces compteurs respectent les normes canadiennes... mais ces normes sont parmi celles qui tolèrent les radiofréquences les plus élevées au monde! Encore pire, le principal problème vient de la manière dont on mesure ces fréquences : on calcule leur moyenne, alors que ce sont les pics qui devraient être pris en compte, car ce sont ces pics qui peuvent altérer l'ADN!

Les risques pour la santé ne sont pas le seul problème : il y a aussi les témoignages de clients surfacturés qui se multiplient, et là, c'est palpable et facilement vérifiable. Une dame de Saint-Narcisse vient justement de me dire qu'elle devrait payer plus du double du prix avec son nouveau compteur intelligent...

Elles font ce qu'elles veulent les sociétés d'État, elles ne sont assujetties à rien! Hydro-Québec doit arrêter le déploiement, faire des études avec des experts indépendants, tenir des consultations publiques à travers le Québec et donner le choix de garder le compteur analogique.

ISABELLE THELLEN

PORTE-PAROLE POUR HYDRO-QUÉBEC



Les compteurs intelligents n'ont aucune incidence sur la santé. Hydro-Québec se fie à des organismes sérieux et reconnus tels que l'Organisation mondiale de la santé, Santé Canada et la Direction de santé publique, qui sont unanimes sur la question. Les études qui sont citées par les opposants aux compteurs intelligents existent... mais elles ne sont pas crédibles.

Dans les études, on voit que les personnes qui se disent radiosensibles, lorsqu'exposées à leur insu, ne peuvent jamais s'en rendre compte. On ne nie par leurs symptômes, on dit seulement qu'il n'y a aucun lien avec les radiofréquences.

Le niveau d'exposition aux radiofréquences à un mètre d'un compteur intelligent est environ 120 000 fois inférieur aux normes de Santé Canada. Même si on révisait ces normes canadiennes pour les rendre plus sévères, on resterait bien en bas. Et puis, la manière de mesurer ces radiofréquences est normée : il y a quelques moments d'émission, à coup de 90 secondes, et une moyenne est faite sur ces moments.

Concernant les affirmations de hausse de coûts, on les a toutes documentées, même celles envoyées à TVA et au Journal de Montréal, et elles se sont révélées sans fondement dans 100 % des cas. Par exemple, plusieurs plaintes provenaient de clients qui utilisent le système de paiements égaux et qui ont eu une différence à payer à l'automne en fonction de leur consommation réelle. Quand ça correspond avec l'arrivée de leur compteur, certains lui ont imputée ce changement.

Bienvenue au pays de la colonisation!

Elles ont entre 15 et 34 ans. Parfois moins, parfois plus. Ce n'est pas la première fois qu'on s'en prend à elles. Certaines affichent plusieurs marques de violence sur leur corps. Certaines ont été violées et d'autres, frappées. Souvent les deux. Certaines sont disparues et ont été retrouvées dans des sacs de plastique. Certaines sont parties d'elles-mêmes et d'autres ont été vendues sur le marché de la prostitution. Certaines ont des enfants et d'autres en sont encore. On parle d'elles en chiffres et en statistiques. On dit qu'elles sont plus de 1600 femmes assassinées ou disparues. On dit que c'est parce qu'elles sont femmes et qu'elles sont autochtones. Elles s'appellent Tina, Rinelle, Mailys, Daleen, Maisy, Shannon. Elles viennent le plus souvent de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, mais leur situation est nationale. Bienvenue au Canada, pays de la colonisation et du racisme institutionnalisé.

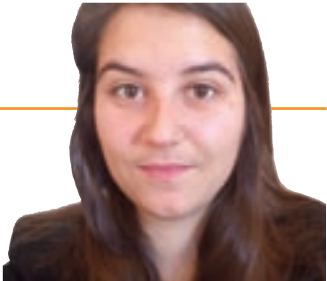
GABRIELLE SOPHIE, ÉTUDIANTE AU NIVEAU COLLÉGIAL

Difficile de rester de glace face à de tels énoncés. Difficile aussi de s'imaginer l'ampleur de la situation. Le sort de ces femmes que l'on a voulu ignorer si longtemps s'impose désormais à notre esprit. Elles ont décidé qu'elles en avaient assez et elles réclament maintenant que les choses changent. Difficile de réaliser qu'elles ne représentent que 4 % de la population féminine du Canada, mais qu'elles représentent plus de 10 % des

victimes de crime violent. Elles le savent, elles, qu'elles risquent 3,5 fois plus que les femmes non autochtones de figurer sur la liste des victimes d'un féminicide, d'un viol, d'un enlèvement ou de violence conjugale. Elles savent aussi que leur situation et celle de leurs consœurs découlent directement du racisme ambiant. Elles le vivent. Comment peut-on expliquer cela autrement? Nous pourrions les prendre cas

par cas. Dire que ce n'est pas un phénomène sociologique, un féminicide, et nous engouffrer dans notre déni comme c'est le cas dans les hautes sphères gouvernementales. Pas de commission d'enquête vous dites? Les policiers vont continuer de faire leur travail, vous dites? Alors, comment expliquer que la situation se détériore depuis les années 1980? Comment expliquer que les policiers ne prennent pas les signalements de disparition au sérieux et que plusieurs familles se butent sur la thèse de la fugue sans enquête digne de ce nom? Surtout, mais surtout, comment expliquer que les cas de féminicide ont moins de chances d'être résolus s'ils mettent en cause des femmes autochtones que s'ils mettent en cause des femmes non autochtones? Nous sommes en droit de nous demander si les policiers ne prendraient pas les cas de ces femmes moins au sérieux parce qu'elles sont autochtones et qu'elles portent donc un lourd bagage de stéréotypes et de racisme.

Ce n'est pas d'hier que les Autochtones du Canada sont perçus comme des étrangers ici. Doit-on rappeler que nous sommes les premiers coupables de la situation dans laquelle ils sont tous plongés? Démantèlement des systèmes traditionnels, éclatement de leur mode de vie, confinement dans des réserves, sous-financement des besoins primaires, enlèvement des enfants à leur famille, pensionnat, discrimination, assimilation, perte de leur territoire, de leurs repères. Un racisme systémique et institutionnel dont nous sommes tous complices. La situation des femmes autochtones et le risque grandissant qu'elles ont d'être un jour assassinées ou enlevées est une conséquence de ce racisme. Il faudra le répéter encore et aussi longtemps que la situation ne changera pas. Réclamons une enquête indépendante sur la situation et un réel processus de décolonisation des peuples autochtones du Canada. Redonnons à ces femmes leur pouvoir sur elles-mêmes. Il est plus que temps de réparer les erreurs du passé.



LE MONDE SELON HARPER

Les « mauvais » et les « bons » barbares

Depuis que les conservateurs de M. Harper sont au pouvoir, nous sommes habitués à les voir réagir promptement contre le terrorisme, la barbarie et les menaces à la démocratie. Mais pour eux, il semble qu’il y ait deux sortes de barbares, ceux qu’on peut bombarder et ceux qu’il faut au contraire considérer comme des amis. Voyons cela de plus près.

LES TALIBANS

Au nom de la démocratie, de la liberté pour les femmes, et de la lutte au terrorisme, le gouvernement canadien a convaincu l’opinion publique d’envoyer nos soldats combattre les « barbares » talibans en Afghanistan. La mission canadienne dans ce pays qui a débuté en 2001 pour se terminer en 2013, a coûté environ 20 milliards \$, en plus de coûter la vie à 158 de nos soldats.

LE GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE (ÉI)

Les vidéos d’otages décapités par le groupe État Islamique en Irak et en Syrie ont convaincu M. Harper que cette barbarie incroyable ne pouvait être tolérée dans un monde civilisé comme le nôtre. Le groupe État Islamique, il est vrai, est une organisation despotique, barbare, qui rabaisse les femmes au rang de servante sans aucun droit. M. Harper a rapidement décidé d’envoyer 6 chasseurs F-18 et environ 650 membres de

nos forces armées pour aller combattre ces autres barbares.

NOS AMIS LES SAOUDIENS...

On le voit, M. Harper ne rigole pas avec les barbares et avec les dirigeants qui bafouent la démocratie et les droits des femmes... sauf...

Sauf, quand il s’agit « d’amis » qui achètent des armes aux entreprises canadiennes, telle l’Arabie Saoudite, un pays avec lequel une société de la Couronne, la Corporation commerciale canadienne (CCC), a signé une entente d’une valeur d’environ 13 milliards \$ pour la vente de blindés légers.

On connaît tous le sort du jeune Raïf Badawi, condamné par la « justice » saoudienne à 10 ans de prison et à 1000 coups de fouets pour avoir seulement exprimé sur un blogue des inquiétudes à propos des pouvoirs de la famille royale et sur la place excessive qu’occupe la religion dans ce pays. De plus, ce royaume affiche de nombreuses autres « caractéristiques » qui en font un bon candidat aux représailles que le Canada réserve habituellement aux pays de ce genre.

Le roi et sa famille dirigent le pays d’une main de fer sans tolérer, ni la liberté de



M. Harper accueillant le roi Abdallah d’Arabie Saoudite (aujourd’hui décédé) lors du Sommet du G-20 à Toronto en 2010.

presse ni la moindre aspiration démocratique. Les femmes ne peuvent ni voter, ni conduire un véhicule automobile. Il leur est interdit de parler à un homme sans la présence d’un « tuteur ». De plus ces « bons amis » saoudiens pratiquent avec enthousiasme les décapitations publiques. En 2014, ce sont 87 têtes qui ont été coupées sur les places publiques du pays.

Mais contrairement aux expéditions militaires lancées en Afghanistan, en Irak et en Libye pour y ramener la démocratie, combattre la barbarie, et rétablir les droits des femmes, le Canada choisit de maintenir des liens de franche amitié avec l’Arabie Saoudite. Une amitié,

avouons-le, de plus en plus gênante et de plus en plus difficile à justifier. Cette « double » attitude face à la barbarie, pose évidemment la question des vraies

87 personnes ont été décapitées en Arabie Saoudite en 2014.

raisons pour lesquelles le gouvernement canadien décide ou non d’intervenir militairement pour régler des problèmes dans le monde.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.cs3r.org
www.amnistie.ca



LANGMOBILE

CAMP D’IMMERSION ANGLAISE

ÉTÉ 2015



29 JUIN AU 14 AOÛT 2015

CAMP DE TROIS-RIVIÈRES
École primaire d’éducation internationale
Édifice de la Terrière 1305 de la Terrière, Trois-Rivières

LES ARTS ET PLUS, MINI-CHEFS, HIP-HOP EN CHANSONS, SCIENCES, MULTI SPORT, OLYMPIADES, MAISON HANTÉE

INSCRIPTION EN LIGNE WWW.LANGMOBILE.COM
+ D’INFO 819-944-6411

EN MARCHÉ POUR L’ÉGALITÉ, SOLIDAIRES CONTRE L’AUSTÉRITÉ!



Les femmes premières victimes des politiques, des lois et des décisions du gouvernement Couillard.

Selon des données émises en 2013 par le Conseil du Statut de la femme, les Québécoises représentent plus de la moitié de la population du Québec, soit 50,3 % et composent 47,3 % de la population active ayant un revenu d’emploi provenant d’un travail rémunéré.

Les femmes occupent 75 % des emplois dans les secteurs publics et parapublics, tout en étant représentées dans les secteurs des services, les groupes communautaires et les emplois précaires et elles assument la très grande majorité des responsabilités, tâches familiales et sociales.

Il devient facile de constater que les premières victimes des politiques d’austérité du gouvernement Couillard sont les femmes, les travailleuses et les familles. Ce gouvernement agit par pure idéologie conservatrice et remet en question le choix de société pour lequel les femmes ont lutté et luttent encore, une société juste et égalitaire entre les femmes et les hommes, permettant à toutes et à tous d’avoir accès à l’éducation, à la santé et au travail décent.

Allons-nous accepter de subir les effets dévastateurs des décisions prises par ce gouvernement? Allons-nous accepter que les libéraux nous replongent dans une vision patriarcale qui nous ramènera en arrière?

En cette Journée internationale des femmes, nous serons debout, mobilisées et solidaires pour dire NON à l’austérité!

Lorraine Dugas, 1^{ère} vice-présidente

EN MARCHÉ POUR L’ÉGALITÉ, SOLIDAIRES CONTRE L’AUSTÉRITÉ !

Espace retenu par le Conseil Central du cœur du Québec-CSN



Austérité et impôt



Alors que le Québec vit l'une des plus fortes cures d'austérité au monde, le Premier ministre Couillard répète depuis quelques mois qu'il va « baisser les impôts »¹. Baisser les impôts laisse entendre qu'ils sont trop élevés. Le sont-ils vraiment?

ALAIN DUMAS ÉCONOMISTE

gazette.economie@gmail.com

Certains médias rapportent de manière périodique que les Québécois sont les plus taxés en Amérique du Nord. On souligne alors que les impôts et les taxes représentent plus du tiers de notre PIB. Ceux qui agitent l'épouvantail des Québécois surtaxés oublient souvent de mentionner deux choses importantes.

IMPÔT ET RETOUR D'IMPÔT

La première chose, c'est que

l'État ne fait pas que percevoir des taxes et des impôts, il accorde aussi des déductions et des crédits d'impôt aux contribuables, donc des retours d'impôts.

Si les Québécois paient en moyenne 17 400 \$ en impôts et taxes, soit 42 % de leur revenu moyen de 40 600 \$, il est faux d'alléguer que notre charge fiscale nette est la plus élevée. Dans une vaste étude

sur la fiscalité, l'IREC² a montré que la charge fiscale des contribuables québécois est en moyenne de seulement 24 %, et non de 42 %, quand on soustrait les 7 700 \$ de déductions et de crédits d'impôt que les citoyens reçoivent de l'État.

En utilisant une méthode similaire, des chercheurs de l'IRIS³ ont montré que la majorité des familles québécoi-

ses avaient une charge fiscale nette inférieure à celle des contribuables des États-Unis et du Canada.

IMPÔT ET SERVICES EN RETOUR

La deuxième chose, c'est que nos impôts plus élevés nous donnent non seulement plus de services publics qu'ailleurs en Amérique du Nord, mais qu'en dépit de la charge fiscale plus lourde des Québécois, notre coût de la vie global est inférieur. Deux économistes ont montré que le coût de la vie global, incluant les coûts des services publics et privés (logement, transport) et la charge fiscale totale (impôts, taxes à la consommation et taxes foncières), était plus bas au Québec qu'ailleurs en Amérique du Nord⁴.

Donc, en plus d'avoir une charge fiscale nette inférieure, nous avons accès à plus de biens et services publics à coûts moindres (frais de scolarité, tarifs d'électricité, frais de garde, etc.). En plus de ces avantages, le Québec obtient une prime importante : des inégalités moins fortes en Amérique du Nord et une première place dans l'Indice du mieux vivre de l'OCDE.

DES BAISSÉS D'IMPÔTS POUR QUI?

La réduction des impôts a deux contreparties : soit on

réduit ou privatise les services publics, soit on hausse les tarifs et les taxes à la consommation. D'un côté comme de l'autre, le résultat est le même. La charge fiscale des mieux nantis diminue et celle des classes moyennes et populaires augmente. Pour la simple raison que l'impôt progressif progresse à mesure que le revenu augmente, alors que les taxes et tarifs à taux fixes affectent les citoyens de la même manière, peu importe leur niveau de revenu.

Donc, vouloir baisser les impôts montre une autre facette cachée de l'austérité menée par le gouvernement actuel.

- 1- *Le Devoir*, 4 décembre 2014.
- 2- Nicolas Zorn, *Portrait des revenus et de la redistribution fiscale au Québec*, Institut de recherche en économie contemporaine, Janvier 2015.
- 3- IRIS, *Les Québécois sont-ils les plus taxés en Amérique du Nord?*, Février 2013.
- 4- Jean-Denis Garon et Dalibor Stevanovic, *Analyse du coût de la vie des ménages. Comparaison entre Montréal et d'autres villes nord-américaines*, Département des sciences économiques, ESG UQAM, Décembre 2014, 34 pages.



g CHRONIQUE HISTOIRE

GRÈVE DES PROFESSEURS DE L'UQTR EN 1974

En 1974, en pleine négociation pour le renouvellement de leur convention collective, les professeurs de l'UQTR décident d'adhérer à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

En avril de la même année, le Syndicat organise des piquets de grève devant les pavillons du campus. Sur la photo ci-contre prise à proximité du pavillon Ringuet, on retrouve (de gauche à droite) les professeurs André Dupré, Réal Gélinas, André Longtin, Toan Nguyen-Ky, Marie-France Tibault du Département de mathématiques et informatique et Michel Bellefleur et Gilles Pronovost du Département de récréologie.

Le 1^{er} mars 1978, le Syndicat des professeurs et des professeures de l'UQTR (SPPUQTR) quitte la CSN pour s'affilier à la Fédération québécoise des professeures et des professeurs d'université (FQPPU).



SOURCE : APPARTENANCE MAURICIE



Syndicat des professeurs et des professeures
Université du Québec à Trois-Rivières

3351, boul. des Forges
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7

Secrétariat : local 1115, pavillon Ringuet
Téléphone : 819 376-5011, poste 2388
Télécopieur : 819 376-5209
Courriel : Syndicat.Professeurs@uqtr.ca

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension,
c'est contagieux !

 COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'humanité en danger. Agissons!



Selon le GIEC (voir l'encadré à droite), la température moyenne de la Terre se réchauffe rapidement depuis les débuts de l'ère industrielle. De 1850 à 2006, la température globale à la surface de la Terre a augmenté de 0,8 °C. D'ici 2100, ce réchauffement pourrait atteindre de 2 à 5 °C, entraînant des conséquences extrêmement dramatiques pour tous les êtres vivants. Qualifié par plusieurs de plus grande menace à la survie de l'humanité, ce changement climatique « accéléré » est dû aux activités humaines et surtout à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Ces trop grandes quantités de GES proviennent principalement de l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon, etc.) pour la production d'énergie, les transports et l'industrie.

La croissance, érigée en objectif absolu, conduit l'humanité vers un mur.

Les changements climatiques et les catastrophes qu'ils promettent sont en partie causés, et assurément entretenus, par le système économique actuel qui pousse à tou-

jours consommer plus et à surexploiter les ressources de la planète. La croissance économique, érigée en objectif absolu, conduit donc l'humanité directement vers un mur. En fait, on peut même se demander comment il se fait que nous n'y ayons pas pensé plus tôt. Dès 1972, le Rapport Meadows sonnait en effet l'alarme à partir d'un constat très simple : notre système économique est basé sur une exploitation toujours « croissante » des ressources de la Terre, alors que celles-ci sont « limitées ».

Quelles catastrophes nous attendent ?

L'impact des changements climatiques sur l'environnement et sur nos vies commence déjà à se faire sentir. Mais il va s'accroître au cours des prochaines décennies et sera très évident dès 2050.

1 Hausse du niveau des océans

La première conséquence est la fonte des glaces en Arctique et en Antarctique. Le niveau des océans a déjà augmenté d'environ 20 cm depuis 1901, et on prévoit que la hausse sera d'environ 1 mètre d'ici 2100. Considérant que plus de 3,5 milliards de personnes vivent près des côtes, il est facile de prévoir l'impact de cette hausse du niveau des mers. Déjà, les habitants des îles Vanuatu (en Océanie) et des îles Maldives (océan Indien) entrevoient que leur pays aura complètement disparu sous la mer d'ici 2100.



« Certains disent que lutter contre les changements climatiques est trop cher. Ils ont tort. C'est le contraire qui est vrai. Nous paierons un prix inacceptable si nous n'agissons pas tout de suite ».

Ban Ki Moon
Secrétaire général des Nations Unies

C'est quoi le GIEC?

Le GIEC, c'est le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat. Mis sur pied en 1988, le GIEC compile plus de 20 000 études de plus de 800 chercheurs experts du climat de partout dans le monde. Ses conclusions sont aujourd'hui acceptées par la très grande majorité des climatologues et des gouvernements de la planète. En 2007, le GIEC a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la Paix, conjointement avec Al Gore. Le dernier rapport du GIEC a été publié en 2014 et est disponible en français sur son site Internet : www.ipcc.ch





Alors que certaines régions du monde vont connaître une augmentation du nombre et de la durée des sécheresses, d'autres vont connaître plus d'épisodes de pluies diluviennes et d'ouragans. De manière générale, les réserves d'eau douce de la planète vont diminuer, les déserts vont s'étendre et les surfaces de terre cultivable se rétrécir. Tout cela va évidemment diminuer la quantité de nourriture disponible sur la Terre. Sachant que de nos jours, environ 800 millions de personnes souffrent déjà de la faim dans le monde, il est facile de prévoir que le changement climatique va augmenter le nombre d'affamés, de même que les décès liés à la pauvreté extrême.

2 Sécheresses et inondations

3 Multiplication des guerres

Si les conditions de vie deviennent plus difficiles sur la Terre et que les ressources d'eau et de nourriture se raréfient, tout indique que l'humanité va devoir faire face à une augmentation des guerres. Si, à notre époque, on fait la guerre pour s'accaparer du pétrole ou des métaux rares, il y a fort à parier qu'une plus grande proportion des guerres et conflits à venir va se faire pour le contrôle de l'eau ou des terres arables.



4 Une planète invivable dans 85 ans ?

De manière générale, si le réchauffement s'accélère et dépasse le seuil de 2 °C, notre planète pourrait connaître des bouleversements majeurs entre 2050 et 2100. Les ouragans et les typhons, les inondations, les sécheresses, les famines et la pauvreté, pourraient faire davantage de victimes chaque année. Les espèces végétales et animales de la planète pourraient connaître un déclin accéléré. En se réchauffant, les océans pourraient s'acidifier et se vider de la majeure partie des espèces de poissons. Si rien n'est fait pour freiner ce réchauffement et que notre planète devenait invivable, la population humaine pourrait commencer à décroître rapidement dans des conditions dramatiques ou violentes.

POUR EN SAVOIR PLUS

Équiterre
www.equiterre.qc.ca
Gaia presse - Portail de nouvelles
sur l'environnement
www.gaiapresse.ca
GIEC
(Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)
www.ipcc.ch

POUR AGIR!

NON aux sables bitumineux!
Signez et diffusez la pétition du groupe Équiterre contre les sables bitumineux et le projet d'Oléoduc Énergie Est de la compagnie TransCanada.

www.cauzio.org/groupe-non-sb/non-sables-bitumineux#action

Le chiffre 1750 milliards \$

C'est le montant absolument incroyable qui est consacré chaque année en dépenses militaires dans le monde. Il suffirait d'un cinquième de cette somme chaque année pour régler la plupart des problèmes humains sur la Terre : éliminer la pauvreté extrême et la famine, offrir de l'eau potable, des services de santé et d'éducation à toutes les populations... et réagir efficacement au problème du changement climatique.

(Source : www.sipri.org)

**Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?**

**Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE**

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

S'adapter et renverser la situation

On le voit bien, la question n'est pas de savoir s'il faut agir, mais bien comment il faut agir.

Pour espérer renverser la vapeur ou à tout le moins amoindrir les effets négatifs des changements climatiques, la solution est déjà connue. Elle consiste à réduire radicalement les émissions de GES et à développer en mode accéléré le secteur des énergies propres et renouvelables. Cela implique évidemment qu'il faille freiner les projets qui font la promotion de l'utilisation du pétrole, du gaz, et du charbon.

Certains auteurs affirment qu'il est trop tard pour éviter complètement les perturbations climatiques et qu'on peut seulement, à ce stade-ci, en diminuer l'ampleur et les effets négatifs. Quoi qu'il en soit, le système économique actuel conduit l'humanité vers la catastrophe. Il préconise la croissance effrénée, la consommation à outrance et le gaspillage de nos ressources. Selon l'ex-président brésilien Lula Da Silva, si chaque habitant de la Terre produisait la même quantité de GES qu'un Nord-Américain, nous aurions besoin de l'atmosphère de neuf planètes comme la nôtre.

Il faut réduire dès maintenant les émissions de GES et développer rapidement le secteur des énergies propres et renouvelables.

Au-delà de notre responsabilité individuelle à modifier nos habitudes, comme éteindre les lumières, utiliser le transport en commun, baisser le chauffage ou consommer des aliments produits localement, il reste que les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. Ils doivent exiger des entreprises et industries qu'elles réduisent considérablement leurs émissions de GES. Les pays doivent signer entre eux des accords de réduction d'émissions de GES qui soient contraignants. Ils doivent investir et prendre des mesures très rapides pour favoriser la recherche de nouvelles technologies et le développement d'une industrie plus verte. Il est encore temps de réagir aux changements climatiques.

Implication citoyenne requise!

Considérant les impératifs d'un système politique basé sur le court terme (des élections aux 4 ans), nos élus sont prisonniers d'une logique électorale qui empêche de s'attaquer aux problèmes structurels qui touchent l'environnement. Une part non négligeable de ces élus retire par ailleurs des avantages de son alliance avec l'industrie pétrolière et gazière, ou encore de son parti pris, à courte vue, envers un système économique qui place la croissance et le profit au-dessus de toutes considérations humaines. Dans ce contexte, il devient clair que si on veut éviter la catastrophe climatique, la solution passe par une plus grande implication citoyenne. Il nous revient donc de dire à nos politiciens ce que nous voulons qu'ils fassent. Voter aux 4 ans ne suffit pas. Il faut dénoncer, agir, prendre la parole et exiger des changements pour le bien commun.





DOSSIER
SPÉCIAL

EN 2015, ON MARCHE ENCORE!



CRÉDIT : GENEVIÈVE GUÉNETTE

En 1995, au Québec, la marche « Du pain et des roses » contre la pauvreté et la violence faite aux femmes, allait changer l'histoire avec le début du mouvement désormais international de la marche mondiale des femmes. Vingt ans plus tard, le mythe de « l'égalité atteinte » entre hommes et femmes est toutefois toujours aussi tenace dans notre société. Bien sûr, les temps ont changé, mais des enjeux importants demeurent d'actualité puisque les rapports sociaux entre femmes et hommes restent caractérisés par les inégalités. Les conservateurs manifestent à intervalles réguliers leur volonté de remettre en question le libre-choix en matière d'avortement, la pauvreté touche toujours davantage les femmes, les travailleuses continuent, à travail égal, de recevoir un salaire inférieur, les familles monoparentales sont encore majoritairement l'affaire des femmes, et il persiste une forte sous-représentation féminine dans les postes décisionnels. Faut-il le rappeler, notre première Première ministre a été visée par un attentat dès le premier jour de son mandat ... L'égalité est loin d'être acquise, c'est un idéal qui reste à construire et en 2015, on marche encore.

Qu'est-ce que le féminisme en 2015?

Posons-nous plutôt la question : qu'est-ce que les féministes peuvent bien encore vouloir en 2015 ? Après tout, les femmes ont maintenant le droit de vote, elles ont accès à la contraception, à l'avortement et à toutes les sphères d'études et de travail. Elles peuvent porter plainte pour violence conjugale ou agression sexuelle, désormais considérées criminelles. Les hommes, pour leur part, ont accès au congé parental, aux pensions alimentaires, à la garde partagée. Bref, les femmes sont maintenant considérées comme des personnes à part entière... n'est-ce pas ?

FRANCE LAVIGNE

COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE
AU CENTRE DE FEMMES DE SHAWINIGAN

Eh bien non! La très grande majorité des femmes de toutes origines, en particulier celles des Premières Nations, sont toujours victimes de nombreuses inégalités. Celles-ci sont surtout flagrantes en ce qui concerne la violence, la pauvreté et la représen-

Si, pour certains, le mot « féministe » fait encore friser les oreilles, d'autres se demandent plutôt si elles peuvent être féministes tout en étant peu enclines à manifester dans les rues. Ainsi, il faut se rappeler qu'il n'y a pas qu'UN féminisme, mais bien

Heureusement, s'il y a un mouvement qui sait renouveler ses actions, c'est bien le féminisme : Pussy Riot, Femen, marche mondiale des femmes... n'en sont que quelques exemples.

tation politique. Le chemin vers l'égalité est encore plus ardu pour celles qui doivent surmonter les obstacles additionnels liés à la couleur de leur peau, à leur origine ethnique, à leur orientation sexuelle, à leur handicap, à leur âge, voire même à leur poids.

Heureusement, s'il y a un mouvement qui sait renouveler ses actions, c'est bien le féminisme : Pussy Riot, Femen, marche mondiale des femmes... n'en sont que quelques exemples. Aujourd'hui, plusieurs jeunes femmes s'y reconnaissent et n'hésitent pas à initier des actions sur des enjeux plus contemporains tels que le sexisme dans les jeux vidéo, le cyberharcèlement, la lesbophobie, le consentement sexuel explicite ou la promotion d'un modèle économique qui ne soit pas fondé sur la concurrence et l'exploitation.

plusieurs (radical, libéral, black, etc.) et que même si on peut en partager les valeurs, les objectifs et les luttes, la diversité des tactiques est de plus en plus essentielle.

Il est à souhaiter que, à l'avenir, tous les médias (télé, cinéma, littérature, blogues, publicité, journaux) fassent écho à une plus grande diversité des enjeux féministes. Car le fait est qu'au Québec, on offre encore très peu de visibilité aux actions et à la situation des femmes autochtones, des victimes d'agression sexuelle, des femmes désireuses de participer à l'exercice du pouvoir dans les espaces démocratiques ou des femmes dans l'industrie du sexe. Ce sont justement les sujets que nous nous proposons d'aborder dans ce cahier spécial.



ILLUSTRATION : MATHILDE CINQ-MARS

Lise St-Denis

Députée de Saint-Maurice-Champlain



Bureau principal

632, 6^e Avenue, Grand-Mère
(Québec) G9T 2H5

Tél.: 819 538-5291 / 1-866-255-4822

Téléc.: 819 538-7624

Point de service à Sainte-Geneviève-de-Batiscan et à La Tuque



TRAVAIL DU SEXE, PRÉJUGÉS ET CRIMINALISATION

Trop de femmes écopent encore

Le travail du sexe n'est pas illégal au Canada, mais plusieurs activités qui l'entourent sont criminalisées. L'arrivée au pouvoir des conservateurs à Ottawa n'a fait qu'accentuer cette tendance vers la criminalisation du travail du sexe. Pourtant, la décriminalisation est reconnue comme faisant partie des solutions équitables et efficaces pour améliorer la santé et la sécurité des personnes qui exercent le travail du sexe.

JOANIE MILETTE ET MARIANNICK MERCURE

La Gazette de la Mauricie a rencontré à ce propos la jeune Jenny, une femme de Trois-Rivières qui se présente comme une travailleuse du sexe.

« C'est un métier comme un autre », déclare la femme dans la vingtaine qui cumule cinq ans de métier. « Moi, j'ai toujours fait ce travail par choix, en étant consciente de mes actes », ajoute-t-elle, précisant qu'elle travaille sans être sous l'influence de drogues ou d'alcool. C'est que d'autres s'engagent dans la voie du travail du sexe pour financer une consommation de drogues devenue

incontrôlée, ce que plusieurs nomment le travail du sexe de survie.

Le témoignage de Jenny montre bien qu'il existe une réalité tout en nuance en ce qui concerne le travail du sexe. En effet, l'échange de services sexuels contre de l'argent ou des biens entre adultes consentants prend plusieurs formes : agences d'escortes, salons de massage, sollicitation de clients dans des lieux publics, etc.

Pour Jenny, qui a connu le travail du sexe dans les salons de massage érotique, ce qui est négatif dans ce métier, ce n'est pas tant le sexe comme travail que les

préjugés qui l'entourent et la criminalisation de certaines activités associées au travail du sexe. « Il faut se respecter dans ses décisions et ne pas avoir peur du jugement(...) Si on décriminalise, les filles n'auront plus à se cacher, elles prendront moins de risques. »

Sur la rue ou en travaillant comme escorte, les risques pour la santé et la sécurité sont plus grands, car les travailleuses sont moins en contrôle : rapports plus isolés et hâtifs avec les clients, plus de risques d'être victime de violence, moins d'accès aux soins de santé et services sociaux.

Pour Jenny, cet accès aux services est primordial. « Quand j'ai besoin de parler

de quoi que ce soit de ma vie personnelle ou autre, l'intervenante est une personne avec qui parler. » Elle précise que les établissements dans lesquels exercent les travailleuses du sexe devraient tous être en lien avec les organismes d'aide spécialisés dans l'intervention auprès de ces personnes. En décriminalisant les activités entourant le travail du sexe, plusieurs pays comme les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande ont vu s'améliorer ce maillage avec le système de santé et de services sociaux.

« Il n'y a pas juste un chemin qui mène à Rome! Parfois, des gens choisissent des voies faciles, ou difficiles, mais on arrive tous par arriver à un même point. »

“Il est prouvé que lorsque le travail du sexe est décriminalisé, les travailleuses et travailleurs du sexe sont protégés par les lois régissant la santé, la sécurité et la lutte contre la discrimination au travail” - Association canadienne de santé publique, décembre 2014

Briser le silence

Stéphanie avait à peine 12 ans quand le chum de sa mère a commencé à abuser d'elle : « Quand j'étais couchée, il venait me rejoindre dans ma chambre pour me tripoter. »

VALÉRIE DELAGE

Une histoire tristement banale que les victimes d'agression sexuelle peuvent garder longtemps secrète par peur de la réaction de leur entourage. « J'en ai parlé à ma mère qui n'a pas voulu me croire. C'est seulement quand mon frère, avec qui j'allais dormir le soir pour me protéger, lui en a parlé qu'elle a fini par le croire. Je ne l'ai plus jamais appelée maman depuis », raconte Stéphanie. Le déni des proches est une réaction très fréquente comme l'explique Joëlle Boucher-Dandurand, coordonnatrice du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) Trois-Rivières : « Nier cette possibilité, c'est bien souvent un mécanisme de protection, car cela peut être confrontant pour l'entourage de devoir s'attaquer au problème. » Tout comme collectivement, il peut être plus facile de rejeter la faute sur la victime que de reconnaître l'existence d'un problè-

me social. Une situation à laquelle Stéphanie a eu à faire face lorsqu'elle s'est finalement décidée à aller consulter, à l'âge de 22 ans, après avoir commencé à faire des cauchemars. Le médecin lui a alors suggéré que si elle avait été victime d'agression, c'était sûrement parce qu'elle l'avait cherché! Une réaction plutôt courante qui n'incite pas les victimes à parler. Stéphanie a heureusement eu le courage de poursuivre ses démarches et de consulter le CALACS, auprès duquel elle a trouvé le soutien nécessaire pour se reconstruire. « Dans ce type d'agression, la sexualité est utilisée comme une arme pour atteindre la personne dans sa dignité profonde », souligne madame Boucher-Dandurand. Difficile de se rebâtir une estime de soi après cela, sûrement l'aspect de la personnalité des victimes le plus profondément affecté par les abuseurs. « J'ai commencé à me faire plus confiance quand j'ai vu que

je m'en sortais bien avec les enfants. Je ne voulais pas en avoir, j'avais peur de ne pas être une bonne mère. J'ai pleuré pendant 24 heures quand j'ai su que j'étais enceinte de mon premier enfant », se rappelle Stéphanie.

Le chemin de la guérison et de la reconstruction est long après une agression. À 35 ans, Stéphanie est consciente qu'elle devra poursuivre ses démarches pour en arriver à se sentir vraiment bien : « J'envisage de reprendre une thérapie, car je me sens agressive et impatiente envers les situations que je ne veux plus vivre. » Si les victimes ressentent souvent la nécessité de briser le silence pour pouvoir aller de l'avant, selon madame Boucher-Dandurand, elles n'éprouvent pas nécessairement le besoin de faire condamner leur agresseur et préfèrent souvent éviter le système judiciaire. Un recours en justice s'avère long, fastidieux et humiliant, car la victime, en plus de devoir à nouveau faire face à son agresseur, détient le fardeau d'une preuve difficile à établir. En outre, le recours aux tribunaux peut produire un impact sur l'entourage lorsqu'il entretient un lien affectif avec l'abuseur. Le CALACS Trois-Rivières n'a pas noté d'augmentation marquée du nombre de demandes de soutien, qui est déjà d'environ 150 par année, depuis la vague de dénonciations de l'automne. Par contre, il



jouit maintenant d'une meilleure visibilité dans les médias et reçoit plus de demandes d'animation de la part de divers organismes. Le personnel des CALACS se rend dans les écoles secondaires pour faire un travail de sensibilisation et, en particulier, pour aider les jeunes à développer des relations saines et égalitaires. La prévention est en effet un facteur essentiel si on veut espérer voir un jour s'améliorer les statistiques en matière d'agressions sexuelles. Stéphanie se réjouit de cette vague de dénonciation. Elle parle ouvertement de son expérience dans l'espoir que d'autres oseront lui emboîter le pas en allant chercher du soutien pour les aider à se libérer de ce fardeau.

Pour plus d'information : www.calacs-tr.org



Le Centre des femmes l'Héritage, c'est pour toi, ta soeur, ta mère, ton amie, ta voisine...

Organisme d'aide et d'entraide, d'information, d'éducation et d'actions en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes.

Écoute et relation d'aide
Informations et références
Accompagnements
Activités éducatives

www.cdfheritage.org
Suivez-nous sur Facebook!
Tél.: 819 228-8421





Maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale avec ou sans enfants

**OUVERT 24 HEURES
7 JOURS SEMAINE**

C.P. 37 - La Tuque (Québec)
G9X 3P1
819-523-7829 - 819 523-2589
Fax : 819 523-8642
letoitdelamitie@lino.sympatico.ca

L'inégalité Libérale

Quel mois délicieux pour l'avancement de l'égalité entre les sexes que les premiers de 2015. Il n'y aurait pas eu meilleur moyen de nous faire perdre espoir en la prochaine année sous le régime libéral de Philippe Couillard et ses analogues médecins opulents. La logique libérale étant de réduire (ou plutôt de mettre à néant) les ressources pour les moins favorisés.

LILI BRUNET ST-PIERRE

Partons ici d'un principe de base, mais auquel on se réfère peu souvent : le principe d'égalité des chances. Je comprends qu'il ne s'agit pas d'une valeur sociale partagée par tous ni par tous les partis. Particulièrement pas par le parti libéral qui favorise les libertés individuelles et met la hache, ce faisant, dans les mesures visant l'égalité. On revient au dualisme éternel entre égalité et liberté. Opposition profondément contradictoire lorsqu'on prend conscience que l'égalité assure la liberté du plus grand nombre. Il semble que Monsieur Couillard ne comprenne pas cette évidence, bien que La Presse l'ait qualifié de surdoué. L'intelligence n'appelle pas nécessairement à la conscience sociale ni

à l'empathie. Enrayer les mesures d'égalité ne permet que d'augmenter les libertés individuelles de quelques-uns. De qui ? Des plus favorisés, ceux qui n'ont pas besoin du soutien de l'État. Ceux qui gagneraient à payer eux-mêmes leur médecin, plutôt qu'à participer collectivement à un accès universel aux soins de santé. Cela dit, il y a des groupes qui comprendront toujours intrinsèquement pourquoi les efforts pour palier aux inégalités sont essentiels. Nous ne naissons pas avec les mêmes dispositions ou les mêmes chances. Certains facteurs nous prédisposent, et c'est une injustice innommable, à être désavantagé par rapport aux autres toute sa vie.

Certaines personnes sont prédestinées à vivre un lot de problèmes sociaux, de maladies physiques et psychologiques, de pauvreté, de discrimination et de violence. Il est peut-être plus facile de croire que chacun fait sa chance, et que les défavorisés méritent leur situation comme on l'entend souvent à radio X, mais ce n'est pas la réalité. Lorsqu'on est

vivent sous le seuil de faible revenu au Québec. Les Québécoises ont besoin d'une structure gouvernementale indépendante ayant pour mission principale d'atteindre l'égalité. Et aujourd'hui, nous assistons encore une fois à des coupures dans le budget du Conseil du statut de la femme (CSF), qui devra fermer tous ses bureaux en région.

Lorsqu'on est immigrant, autochtone, de couleur, homosexuel, on a plus de chance, d'être pauvre et malade. Et étonnamment, lorsqu'on est femme, encore en 2015, on est désavantagée.

immigrant, autochtone, pauvre, de couleur, homosexuel, on a plus de chance, d'être pauvre et malade. Et étonnamment, lorsqu'on est femme, encore en 2015, on est désavantagée. Nos rapports de genre, même aujourd'hui, favorisent les hommes en société et alimentent les inégalités. En effet, peu importe l'âge, plus de femmes que d'hommes

L'égalité des chances est un principe fondateur de la théorie de la justice de John Rawls. Selon lui, « les inégalités économiques et sociales doivent être telles qu'elles soient au plus grand bénéfice des moins avantagés ». Et dire qu'on inscrit son travail dans l'évolution de la pensée libérale...

LANCEMENT DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN MAURICIE UN APPEL À SE JOINDRE À L'ACTION!

La Journée internationale des femmes 2015 est marquée par le lancement de la 4^e action internationale de la Marche mondiale des femmes (MMF). Les femmes actives au sein de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM) appellent l'ensemble des mouvements sociaux, et la population en général, à se joindre à son action pour s'opposer à la destruction sociale et environnementale en cours au Québec et au Canada. Sous le thème, « Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires », les femmes de la MMF mettront de l'avant des solutions pour construire un modèle de société visant l'égalité et la justice pour toutes et tous, le bien-être des communautés et la protection de l'environnement.

JOANNE BLAIS, DIRECTRICE TCMFM

Du 8 mars au 17 octobre, les femmes du Québec poseront des gestes de résistance et tisseront des liens de solidarité avec d'autres mouvements sociaux afin de contrer les politiques d'austérité et de s'opposer à une vision du développement économique basé sur l'exploitation des personnes et des ressources naturelles et sur le non-respect des droits des communautés autochtones et non autochtones qui vivent sur

les territoires ciblés. Cette vision économique, génératrice d'inégalités entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, sera la cible des actions de la MMF au Québec. Les femmes de la Marche se mobiliseront aussi contre la logique guerrière et militariste qui oriente les politiques du gouvernement fédéral.

En Mauricie, la TCMFM invite la population à participer à une activité qui aura lieu à Espace Shawinigan le 7 mars. Par cette action, elle se joint aux

efforts de mobilisation déployés par les femmes de partout dans le monde, qui témoignent de la force de l'action collective et de la solidarité entre les peuples, d'ici et d'ailleurs, pour contrer les attaques contre les droits des femmes, la justice sociale et l'intégrité de la Terre. Les militantes de la Marche se mobiliseront à nouveau le 24 avril pour le 24 heures d'actions féministes. Elles seront également en action cet automne et ce, jusqu'au rassemblement final à Trois-Rivières le 17 octobre 2015.

Soyez au rendez-vous!



Table de concertation
du mouvement



946, rue Saint-Paul, bureau 202
Trois-Rivières (Qc) G9A 1J3
Téléphone : 819 372-9328
Télécopieur : 819 372-9708
Courriel : info@tcmfm.ca

Marche mondiale des femmes
2015

la 4^e action internationale

Rassemblement provincial
LE 17 OCTOBRE 2015
à Trois-Rivières

Soyez au rendez-vous!



Marche mondiale des femmes

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!

Une société paritaire, utopie ou projet réaliste?

Puisque les femmes représentent la moitié de la population, ne devrait-on pas s'attendre à les retrouver dans une proportion équivalente au sein des instances décisionnelles? Or, seulement 26 % des élus à l'Assemblée nationale du Québec et 25 % des députés au parlement fédéral canadien sont des femmes. En Mauricie, on compte aussi peu que 12 % de mairesses et 31 % de conseillères municipales, tandis que la proportion des femmes au sein des commissions scolaires a chuté de 10 % lors des dernières élections, pour descendre à seulement 31 %. Enfin, les femmes n'occupent que 20 % des sièges au sein des conseils d'administration des plus grandes sociétés québécoises.

JULIE VEILLEUX ET VALÉRIE DELAGE

De toute évidence, l'intégration des femmes dans les sphères décisionnelles est un objectif difficile à atteindre dans la société actuelle. En France, depuis 2000, la loi oblige les partis politiques à présenter un nombre équivalent de femmes et d'hommes aux élections, mais nombre d'entre eux préfèrent subir les sanctions financières prévues en cas

de non-respect de cette loi ou, bien souvent, présentent des femmes dans les circonscriptions réputées ingagnables. cisions, alors que les femmes sont plus près de leurs émotions, plus maternantes, plus centrées à l'intérieur du foyer. Et cela, sans même entrer dans le cliché que les femmes ne savent pas conduire ou que les hommes n'ont aucune aptitude pour plier le linge! Mais quand bien même on a pu mettre en évidence des différences de fonctionnement du cer-

veau selon le sexe, aucune étude scientifique n'est parvenue clairement à démontrer le caractère immuable de ce phénomène. Rien ne prouve qu'il n'est pas social, dû à une éducation stéréotypée selon le genre. En effet, les études tendent à prouver

En effet, les études tendent à prouver qu'il n'y aurait aucune différence significative entre les garçons et les filles avant 2 ans, mais que c'est plutôt la socialisation primaire des enfants qui amène à différencier les comportements selon le sexe.

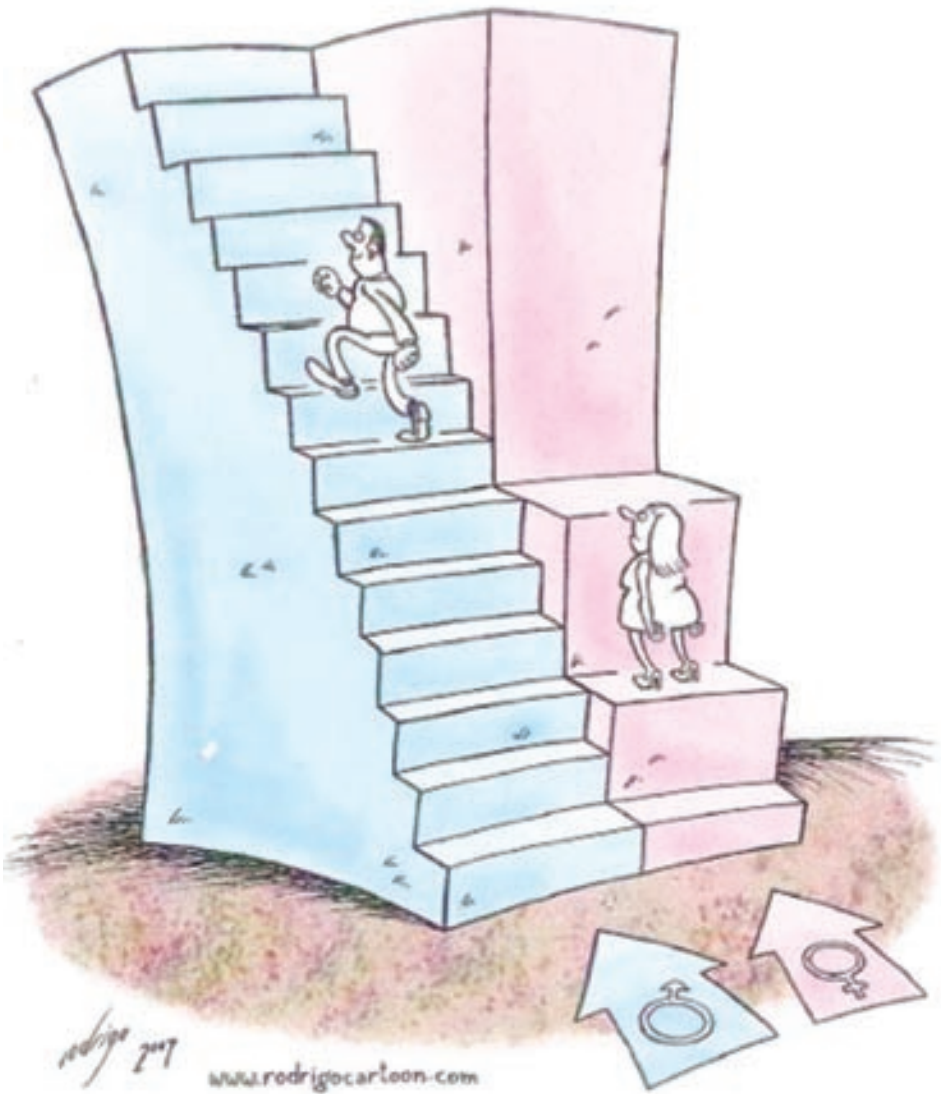
qu'il n'y aurait aucune différence significative entre les garçons et les filles avant 2 ans, mais que c'est plutôt la socialisation primaire des enfants qui amène à différencier les comportements selon le sexe. Autrement dit, comme l'a si justement écrit Simone de Beauvoir : « On ne naît pas femme, on le devient ».

Quelle que soit leur origine, les différences de genre sont bien réelles dans notre société. Des études réalisées par les Nations Unies démontrent notamment que les hommes sont beaucoup plus

préoccupés par les questions de défense, d'infrastructures et de développement économique, tandis que les femmes se soucient beaucoup plus de la santé, de l'éducation et de la vie communautaire. Que serait notre société si les femmes participaient pleinement à la prise de décisions? On n'a qu'à observer les priorités de nos gouvernements, fédéral autant que provincial, pour se convaincre d'une telle nécessité.

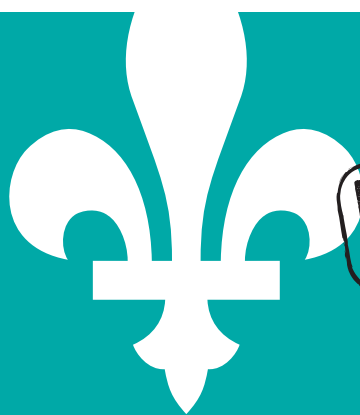
Il est donc essentiel que le recours à des règles contraignantes pour « forcer » la parité soit assorti d'une remise en cause des mécanismes de représentation, de

l'organisation même de notre société et des processus de transmission des stéréotypes dans l'éducation. La Suède, qui fait figure de chef de file en la matière avec 45 % d'élues au gouvernement, s'est dotée dès le début des années 1970 de politiques familiales favorisant une meilleure intégration des femmes dans la société tout en cherchant à rééquilibrer les rôles homme-femme dans la sphère privée, familiale, en combattant les stéréotypes de genre. Alors peut-on rêver un jour d'une organisation sociale qui permette autant aux femmes qu'aux hommes de participer activement à sa gouvernance?



L'AREQ et ses 57 000 membres tiennent à souligner la **Journée internationale des femmes!**





REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ

FEMMES
SOLIDAIRES
CONTRE
L'AUSTÉRITÉ
8 MARS



refusons.org